



DECISION N° 2026-13 FIXANT LE MONTANT DÛ AU TITRE DES PERTES COMMERCIALES SUBIES PAR LA SOCIETE AFRICAINE DE RAFFINAGE (SAR) SUR SON ACTIVITE DE RAFFINAGE DURANT LA PERIODE D'APPLICATION DE LA STRUCTURE DES PRIX DU 19 JUILLET 2025

LE CONSEIL DE REGULATION,

- VU** la loi n°98-31 du 14 avril 1998 relative aux activités d'importation, de raffinage, de stockage, de transport et de distribution des hydrocarbures ;
- VU** la loi n°2021-32 du 09 juillet 2021 portant création, organisation et attributions de la Commission de Régulation du Secteur de l'Énergie (CRSE) ;
- VU** le décret n°98-338 du 21 avril 1998 fixant les conditions d'exercice des activités d'importation, de stockage, de transport et de distribution des hydrocarbures ;
- VU** le décret n°2014-1562 du 3 décembre 2014 abrogeant et remplaçant le décret n°2006-952 du 26 septembre 2006 fixant les modalités de détermination des prix des hydrocarbures, modifié ;
- VU** le décret n°2017-987 du 12 mai 2017 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Fonds Spécial de Soutien au Secteur de l'Énergie ;
- VU** le décret n°2022-1593 du 12 septembre 2022 portant organisation et fonctionnement de la Commission de Régulation du Secteur de l'Énergie ;
- VU** l'arrêté n°32739 du 17 septembre 2025 portant attribution à la SAR d'une licence de raffinage d'hydrocarbures ;

- VU** l'arrêté conjoint n°025833 du 22 juillet 2025 du Ministre de l'Énergie, du Pétrole et des Mines et du Ministre de l'Industrie et du Commerce fixant les prix plafonds des hydrocarbures raffinés à la consommation pour compter du 19 juillet 2025 ;
- VU** le Règlement intérieur du Conseil de Régulation de la CRSE ;
- VU** le Règlement d'application n°01/2025 du 30 décembre 2024 de la CRSE relatif à la procédure de traitement des demandes de remboursement des pertes commerciales ;
- VU** la lettre n°073.2025_DG du 30 octobre 2025 de demande de remboursement de pertes commerciales de la SAR adressée à la CRSE ;
- VU** la lettre n°2054/CRSE/SE/DRE/DHG/ANKN/ssn du 24 novembre 2025 de la CRSE notifiant à la SAR la recevabilité du dossier ;

SUR la note du Secrétaire Exécutif,

APRES AVOIR DELIBERE, LE 29 JANVIER 2026,

I. SUR LES FAITS

En application des dispositions de l'article 8 de la loi n° 2021-32 du 9 juillet 2021 portant création, organisation et attributions de la Commission de Régulation du Secteur de l'Energie, la CRSE veille, entre autres, à l'équilibre économique et financier de l'aval du secteur des hydrocarbures ainsi qu'à la préservation des conditions économiques nécessaires à sa viabilité.

Elle détermine les prix des hydrocarbures reflétant les coûts d'approvisionnement. Toutefois, le Gouvernement peut décider de faire appliquer des prix inférieurs aux prix réels, ce qui engendre des pertes commerciales.

Par arrêté conjoint n°025833 du 22 juillet 2025 du Ministre de l'Energie, du Pétrole et des Mines et du Ministre de l'Industrie et du Commerce fixant les prix plafonds des hydrocarbures raffinés à la consommation pour compter du 19 juillet 2025, le Gouvernement a maintenu les prix du gaz butane, de l'essence ordinaire, de l'essence pirogue, du pétrole lampant et du diesel oil à des niveaux inférieurs aux prix du marché sur la période d'application des prix susmentionnée. Ce maintien a généré des pertes commerciales pour les sociétés importatrices de produits pétroliers et la raffinerie.

La CRSE procède à la validation des demandes de remboursement des pertes commerciales déclarées par les sociétés dans le cadre de leurs activités de raffinage du pétrole brut, d'importation et de distribution de produits pétroliers conformément au Règlement d'application n°01/2025 relatif à la procédure de traitement des demandes de remboursement des pertes commerciales.

Sur cette base, la SAR, par lettre du 30 octobre 2025, a transmis à la CRSE une demande de remboursement de pertes commerciales concernant sa production de 494,886 tonnes de gaz butane, 6 019,958 m³ d'essence pirogue 473 m³ pétrole lampant et 4 719,912 tonnes de diesel oil, cédée sur le marché local durant la période d'application de la structure des prix du 19 juillet 2025. Le montant global des pertes réclamé s'élève à 1 264 665 926 FCFA.

II. ANALYSE

L'analyse porte sur la recevabilité du dossier de demande de remboursement de pertes commerciales et sur la validité du montant réclamé au titre desdites pertes.

S'agissant de la recevabilité, l'article 4 du Règlement d'Application n°01/2025 sus-évoqué prévoit que le dossier de demande de remboursement de pertes commerciales sur l'activité de raffinage de pétrole brut de la SAR doit être composé des pièces justificatives ci-dessous:

- demande adressée au Président de la CRSE ;
- formulaire de demande de paiement renseigné, signé et daté ;
- factures de vente aux distributeurs ;
- bordereaux de livraison aux distributeurs ;
- état récapitulatif global et liquidatif signé et daté arrêtant le montant en chiffre et en lettre de pertes commerciales sur la base de la différence entre le PPI réel et le PPI considéré ;
- état récapitulatif détaillé signé et daté précisant, pour chaque cession de produit destiné à la consommation locale, la date de cession, le numéro du bordereau de livraison, le numéro de la facture de vente, le nom des distributeurs et les quantités vendues ;
- tout autre élément jugé nécessaire pour la validation des pertes commerciales subies.

(Handwritten signatures and initials)

La CRSE note que toutes les pièces requises ont été fournies.

Sur cette base, la CRSE a déclaré le dossier recevable et en a informé la SAR par lettre du 24 novembre 2025.

S'agissant de la conformité du montant réclamé, il résulte de l'exploitation des pièces fournies que la SAR, à la suite de cessions issues de sa production de gaz butane, d'essence pirogue, de pétrole lampant et de diesel oil, a subi des pertes commerciales du fait de la décision du Gouvernement de maintenir les prix à un niveau inférieur aux prix réels déterminés, pendant la période de validité de la structure des prix du 19 juillet 2025.

En application des dispositions de l'article 7 du Règlement d'Application visé, la CRSE a procédé à la vérification du montant réclamé découlant pour chaque produit, de la différence entre le Prix Parité Importation (PPI) réel et le PPI considéré sur la période d'application de la structure des prix susmentionnée.

Ainsi, les éléments de calcul des montants des pertes commerciales de la SAR sont déclinés dans le tableau ci-dessous :

RUBRIQUES	PRODUITS	Gaz Butane (tonne)	Essence pirogue (m ³)	Pétrole lampant (m ³)	Diesel Oil (tonne)
PPI réel en FCFA (HTVA)/m ³ ou tonne (a)		393 690	343 014	381 271	462 471
PPI considéré en FCFA (HTVA)/m ³ ou tonne (b)		314 284	237 843	246 691	350 480
Ecart en FCFA (HTVA)/m ³ ou tonne (c)=(a)-(b)		79 406	105 171	134 580	111 991
Quantités cédées en m ³ ou tonne (d)		494,8860	6 019,9580	473,0000	4 719,9120
Pertes commerciales calculées en FCFA (HTVA) (e)=(c)*(d)		39 296 918	633 125 003	63 656 340	528 587 665
Total Pertes commerciales sur la période d'application de la structure des prix du 19 juillet 2025 (HTVA)		1 264 665 926			

Au vu de ce qui précède, le montant des pertes commerciales d'**un milliard deux cent soixante-quatre millions six cent soixante-cinq mille neuf cent vingt-six (1 264 665 926) FCFA (HTVA)** soumis par la SAR, au titre de cessions de gaz butane, d'essence pirogue, de pétrole lampant et de diesel oil issues de son activité de raffinage durant la période d'application de la structure des prix du 19 juillet 2025, est conforme.

DECIDE :

Article premier :

Le montant des pertes commerciales dû par l'Etat à la SAR au titre de cessions de gaz butane, d'essence pirogue, de pétrole lampant et de diesel oil issues de son activité de raffinage, sur la période d'application de la structure des prix du 19 juillet 2025, est fixé à **un milliard deux cent soixante-quatre millions six cent soixante-cinq mille neuf cent vingt-six (1 264 665 926) FCFA (HTVA)**.

Article 2 :

La présente Décision est notifiée à la SAR, au Ministre chargé de l'Énergie, au Ministre chargé des Finances et au Fonds Spécial de Soutien au Secteur de l'Énergie (FSE).

Elle sera publiée au Bulletin Officiel de la CRSE et sur son site internet.

Fait à Dakar, le 29 janvier 2026

**Pour le Conseil de Régulation
Le Président**



Ibrahima NIANE